



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 2 mai 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

## Les inflations

Introduction  
HANS-HELMUT KOTZ  
JEAN-PAUL POLLIN

### Histoires d'inflations

Origine et persistance de l'inflation :  
quelques enseignements de l'histoire  
MAXIME MENUET

L'hyperinflation : un bilan pour le centenaire  
de l'expérience allemande des années 1920  
MARC-ALEXANDRE SÉNÉGAS  
PATRICK VILLIEU

La désinflation en Italie de 1980 à 1997  
IGNAZIO VISCO

### Inflations : des différences entre les pays et les catégories de revenus

La crise du coût de la vie dans la zone euro :  
quels enseignements ?  
HELENE SCHUBERTH

Le retour de l'inflation en France  
MATHIEU PLANE  
GASTON VERMERSCH

Plafonnement des prix de l'énergie et allègement  
fiscal : la politique anti-inflationniste  
de l'Allemagne à la suite des chocs des termes  
de l'échange en 2022  
SEBASTIAN DULLIEN  
SILKE TOBER

Aux origines de l'envolée de l'inflation  
aux États-Unis  
HÉLÈNE BAUDCHON

Choc inflationniste dans les pays émergents  
et en développement  
PIERRE JACQUET

### Les approches explicatives des inflations

La courbe de Phillips est-elle pertinente pour  
comprendre le lien entre inflation et chômage ?  
CHRISTOPHE BLOT

La croissance monétaire et la poussée  
inflationniste post-pandémie  
CLAUDIO BORIO  
BORIS HOFMANN  
EGON ZAKRAJŠEK

Les effets hétérogènes de l'inflation en France  
et dans la zone euro  
ERWAN GAUTIER  
JÉRÉMI MONTORNES

Inflation, changement structurel et conflit  
de répartition : enseignements pour la politique  
économique  
JEAN-LUC GAFFARD  
MAURO NAPOLETANO  
FRANCESCO SARACENO

### Quelles voies de retour vers la stabilité ?

Le ciblage de l'inflation en univers incertain  
PIERRE JAILLET  
JEAN-PAUL POLLIN

Inflation et pouvoir de marché  
des entreprises : leçons des crises récentes  
BENOÎT CŒURÉ

Inflation et politique budgétaire : à la recherche  
d'un nouveau paradigme  
XAVIER RAGOT

### Chronique d'histoire financière

Compter les brevets au fil de la longue durée  
ROMAIN DIEBOLT  
MAGALI JAOUÏ-GRAMMARE

### Finance et littérature

Thomas Mann et les désillusions du progrès  
ALAIN-GÉRARD SLAMA

### Article divers

Dupuit, Colson et les débuts de la SNCF :  
la voie vers le *yield management*  
JOACHIM DE PAOLI

153

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

LES INFLATIONS

1 - 2024

153

# REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE  
DE L'ASSOCIATION EUROPE  
FINANCES RÉGULATIONS N° 153  
1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2024

## LES INFLATIONS

Histoires d'inflations

Inflations : des différences entre les pays et les catégories de revenus

Les approches explicatives des inflations

Quelles voies de retour vers la stabilité ?

• **Chronique d'histoire financière**

*Compter les brevets au fil de la longue durée*

• **Finance et littérature**

*Thomas Mann et les désillusions  
du progrès*

• **Article divers**

*Dupuit, Colson et les débuts  
de la SNCF : la voie vers le *yield  
management**

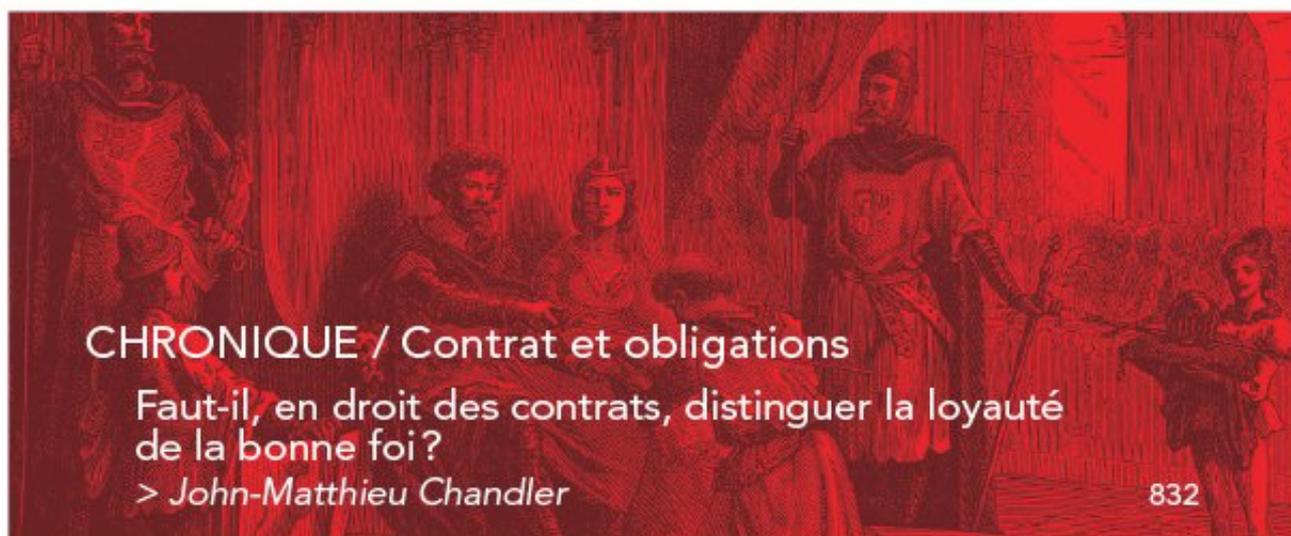


ISBN 978-2-37647-093-9  
ISSN 0987-3368  
Prix : 35 €



# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
2 mai 2024  
n° 17 / 8038<sup>e</sup>  
pages 817 à 864



## ÉDITORIAL

817 La chasse est ouverte, *Fabrice Defferrard*

## ACTUALITÉS

- 820 Facture (pénalités de retard): pas de cumul avec les intérêts moratoires
- 821 Cession de contrat (validité): sanction du défaut d'accord du cédé
- 822 Responsabilité médicale (indemnisation): accident médical non fautif
- 823 Contrat de travail (critères): engagement religieux d'une personne
- 825 Avocat: association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle

## LECTURES

826 Droit comparé, droit étranger: entre méthodes et pratiques, *Jean-Sylvestre Bergé*

## POINTS DE VUE

- 828 La nouvelle bureaucratie universitaire, *Bertrand Faure*
- 830 Neutraliser les demandes exagérées, *Ludovic Lauvergnat*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

840 **Thèse:** Le contrôle de proportionnalité à la Cour de cassation, *Victoria Fourment*





- 843 **Panorama** : Droits et libertés corporels, Jean-Christophe Galloux et Hélène Gaumont-Prat  
 856 **Notes** : Franchise participative : qu'on l'achève!, note sous Com. 13 mars 2024, Nicolas Dissaux  
 860 Interruption du délai de péremption d'instance en appel : le revirement tant attendu est arrivé, note sous Civ. 2<sup>e</sup>, 7 mars 2024 [4 arrêts], Martin Plissonnier

## ENTRETIEN

- 864 Caroline Lequesne – Adoption de l'AI Act: promesses et ambitions de la première législation occidentale sur l'intelligence artificielle

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
 10 place des Vosges - CS 90358  
 92072 Paris La défense Cedex  
 Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
**KETTY DE FALCO**  
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
**CAROLINE SORDET**  
 DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
**HELENE HOCH**

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,  
 BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

### DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

### RÉDACTION

#### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### - RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

#### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### - ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82006

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mai 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Fabrice Defferrard

817

La chasse est ouverte

## ACTUALITÉS

820

### DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Facture (pénalités de retard): pas de cumul avec les intérêts moratoires, Com. 24 avr. 2024

Consommation

Clause abusive (nullité): prescription de l'action en restitution, CJUE 25 avr. 2024

Propriété intellectuelle

Brevet (cession): opposabilité du transfert de propriété, Com. 24 avr. 2024

Partie civile (Assemblée nationale):

condamnation à réparation de parlementaires, Crim. 24 avr. 2024

823

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat de travail (critères): engagement religieux d'une personne, Soc. 24 avr. 2024

Licenciement (inaptitude): prescription de l'action en contestation, Soc. 24 avr. 2024

Licenciement (nullité): option entre réintégration et indemnisation, Soc. 24 avr. 2024

Prescription (durée): licenciement nul ou sans cause réelle et sérieuse, Soc. 24 avr. 2024

Durée du travail (temps partiel): accord collectif de modulation, Soc. 24 avr. 2024

Accord collectif (pandémie): indemnité de « cantine fermée », Soc. 24 avr. 2024

Durée du travail (avocat salarié): convention de forfait en jours, Soc. 24 avr. 2024

821

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Cession de contrat (validité): sanction du défaut d'accord du cédé, Com. 24 avr. 2024

Responsabilité médicale (indemnisation): accident médical non fautif, Civ. 1<sup>re</sup>, 24 avr. 2024

822

### DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Liberté d'établissement (société): transfert du siège statutaire vers un autre État, CJUE 25 avr. 2024

823

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Appel pénal (portée): aggravation du sort du prévenu, Crim. 23 avr. 2024

825

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (connaissance): clause attributive de juridiction, CJUE 25 avr. 2024

Profession juridique et judiciaire

Avocat: association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, Civ. 1<sup>re</sup>, 24 avr. 2024

Siege social : Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La defense Cedex  
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098  
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550  
Filiiale du groupe Lefebvre-Sarut  
La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t



**LECTURES**  
Jean-Sylvestre Bergé

826

Droit comparé, droit étranger :  
entre méthodes et pratiques

Recueil Dalloz - 2 mai 2024 - n° 17

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

2 mai 2024 - n° 17 / 8038<sup>e</sup>



## POINTS DE VUE

828

La nouvelle bureaucratie universitaire  
par Bertrand Faure

830

Neutraliser les demandes exagérées  
par Ludovic Lauvergnat



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

832

Faut-il, en droit des contrats, distinguer la loyauté  
de la bonne foi ?  
par John-Matthieu Chandler

### THÈSE

840

Le contrôle de proportionnalité à la Cour de cassation  
par Victoria Fourment

### PANORAMA

843

Droits et libertés corporels  
avril 2023 – mars 2024  
par Jean-Christophe Galloux  
et Hélène Gaumont-Prat

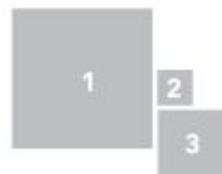
### NOTES

856

Franchise participative : qu'on l'achève !,  
note sous Com. 13 mars 2024  
par Nicolas Dissaux

860

Interruption du délai de péremption d'instance en appel :  
le revirement tant attendu est arrivé,  
note sous Civ. 2<sup>e</sup>, 7 mars 2024 [4 arrêts]  
par Martin Plissonnier



## ENTRETIEN

864

Caroline Lequesne – Adoption de l'AI Act : promesses

Le prochain numéro du Recueil

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)**



## GUIDE PRATIQUE

### CONSULTATION ANNUELLE DES ASSOCIÉS DE SARL 2024

Un guide et des modèles pour approuver les comptes  
annuels d'une SARL (cahier joint)



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



## À LA UNE

**Question pratique** - Déclaration  
d'opérations sur titres de dirigeants  
de sociétés cotées : la vigilance  
s'impose

24

**Sociétés** - Un dirigeant social  
dont le poste est supprimé  
n'est pas révoqué

4

**Consommation** - Contrat de crédit  
à la consommation : l'encadré  
doit inclure les frais d'exécution  
amortissables

20

**Contrats** - L'opérateur  
de communications électroniques  
ne peut pas prévoir de clause  
limitant sa responsabilité

11

**Lefebvre Dalloz**

 EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE

**Sociétés**

- 4 - Cessation des fonctions d'un dirigeant
- 4 - Transmission d'une créance hypothécaire à une société absorbante
- 5 - Obligation de révélation des commissaires aux comptes
- 5 - Obligation de loyauté du dirigeant
- 6 - Cocommissaires chargés de missions d'audit légal différentes
- 7 - Plafond d'émission des actions sans droit de vote
- 8 - Complément de prix d'une cession de droits sociaux
- 9 - Fonds de remboursement des parts de SCPI

**Bourse**

- 9 - Introduction en bourse

**Entreprise en difficulté**

- 10 - Revendication d'un avion
- 10 - Opposabilité d'une clause de réserve de propriété

**Contrats**

- 11 - Clause dérogeant à la responsabilité de plein droit de l'opérateur de communications électroniques
- 12 - Preuve de la date d'un acte sous signature privée
- 12 - Qualification de contrat de crédit-bail mobilier
- 13 - Agent commercial : demande d'indemnité compensatrice
- 14 - Consentement du maître d'ouvrage au prix de travaux supplémentaires

**Finances de l'entreprise**

- 15 - Aide « énergie » pour les entreprises
- 16 - Cautionnement disproportionné
- 17 - Dérogation au monopole bancaire au profit des associations

**Biens de l'entreprise**

- 18 - Action en déchéance de marque du cédant contre le cessionnaire
- 18 - Cession des droits d'exploitation d'une chanson : exigence d'un écrit
- 19 - ILC, llat et ICC au 4e trimestre 2023

**Concurrence**

- 19 - Préavis nécessaire en cas de rupture d'une relation commerciale

**Consommation**

- 20 - Informations sur les caractéristiques essentielles du crédit à la consommation

**Compliance**

- 21 - Mise à jour RSE du guide d'application du Code Afep-Medef
- 22 - Parrainage et mécénat : guide de l'AFA

**Et aussi...**

- 23 - Obligation de surveillance de l'hébergeur

**Question pratique**

- 24 - Déclaration d'opérations sur titres de dirigeants de sociétés cotées : la vigilance s'impose

**Veilles**

- 29 - Veille législative
- 30 - Veille fiscale et sociale

**GUIDE PRATIQUE****Cahier joint****CONSULTATION ANNUELLE  
DES ASSOCIÉS DE SARL 2024**

## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### **Date de naissance des droits sociaux**

Cass. 1<sup>er</sup> civ. 17-1-2024 n° 22-11.303 F-B : Décisions 282

Les droits sociaux attribués en contrepartie d'un apport naissent à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et non lors de la conclusion du contrat de société.

### **L'héritier d'un associé de SARL peut renoncer à sa demande d'agrément à tout moment**

Cass. com. 24-1-2024 n° 21-25.416 F-B : Décisions 288

L'héritier d'un associé de SARL décédé, dont la demande d'agrément en qualité d'associé a été rejetée, peut renoncer à sa demande d'agrément et exiger des associés survivants le remboursement de la valeur de ses droits, même après la fixation de leur prix par l'expert.

### **Entrave à la mission du commissaire aux comptes si les documents qu'il demande ne lui sont pas remis sur place**

Cass. crim. 28-2-2024 n° 23-81.826 F-B : Décisions 290

Est coupable du délit d'entrave aux fonctions de commissaire aux comptes le gérant d'une société qui refuse de communiquer sur place à ce professionnel les documents utiles à sa mission, et ce, même s'il les lui envoie le lendemain de sa visite.

### **Délai pour déclarer une créance née avant l'ouverture de la procédure collective**

Cass. com. 7-2-2024 n° 22-21.052 F-B : Décisions 295

La créance d'une association au titre de la garantie financière obligatoire qu'elle a accordée à un agent de voyages doit être déclarée dans les deux mois suivant l'ouverture de la sauvegarde de ce dernier, convertie ensuite en liquidation, indépendamment de son exigibilité.

## **L'AGS subrogée dans le superprivilège des salariés pour les avances faites au profit de ceux-ci**

Cass. com. 17-1-2024 n° 23-12.283 F-BR : Décisions 297

Le superprivilège des salariés, qui permet à ceux-ci d'être payés immédiatement sur les premières rentrées de fonds en cas de procédure collective de l'employeur, est transmis par subrogation par l'AGS qui a avancé le montant des créances superprivilégiées.

## **Admission d'une créance résultant d'une clause de majoration d'intérêts pour retard de paiement**

Cass. com. 7-2-2024 n° 22-17.885 FS-B : Décisions 299

La créance issue d'une clause sanctionnant tout retard de paiement, dont l'application ne résulte pas du seul fait de l'ouverture d'une procédure collective, peut être admise car elle n'aggrave pas les obligations du débiteur en mettant à sa charge des frais supplémentaires.

## **Les règles de vigilance antiblanchiment ne sont pas invocables par la victime d'une fraude**

CA Paris 31-1-2024 n° 22/13537 : Décisions 306

La victime d'une fraude ne peut pas se prévaloir des dispositions imposant à sa banque une obligation de vigilance antiblanchiment car elles ont pour seule finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

## **Conditions de l'action du ministre de l'économie en cas de pratique commerciale abusive : précisions**

Cass. com. 28-2-2024 n° 22-10.314 FS-B : Décisions 312

L'action du ministre de l'économie en cas de pratique commerciale abusive se prescrit par cinq ans à compter du jour où il a connu la pratique, par exemple à l'occasion d'une enquête. Une éventuelle transaction entre les parties ne l'empêche pas d'agir.

## **Confirmation d'un contrat nul par un consommateur : revirement de jurisprudence**

Cass. 1<sup>e</sup> civ. 24-1-2024 n° 22-16.115 FS-B : Décisions 314 et avis av. gén. p. 7

Il ne suffit plus que les dispositions du Code de la consommation relatives aux contrats hors établissement soient reproduites sur le bon de commande pour que l'exécution volontaire de ce contrat en dépit de sa nullité vaille confirmation par le consommateur.

RJDA 2024  
(c) 2024 Editions Francis Lefebvre

# Droit des sociétés, n° 5 du 01 mai 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère

PROCÉDURE

**Litiges relatifs à la détermination du résultat imposable et de la charge d'impôt de l'entreprise : quelle charge de la preuve ?**

N° 5 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | RSE

**Intérêt social et « enjeux culturels et sportifs » : quand le Gouvernement entreprend de rectifier une erreur du législateur**

N° 59 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ ANONYME

**Le vote mettant fin au dualisme de la gouvernance ne constitue pas une révocation abusive du directeur général**

N° 60 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

**Transparence des intentions d'achat d'actions et pouvoir de sanction de l'AMF**

N° 61

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

**La Banque de France lance un portail dédié aux dirigeants**

N° 62

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHECKLIST ÉNERGÉTIQUE

**Mise à jour de la checklist énergétique pour les dirigeants d'entreprise**

N° 63

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ABE

**Lignes directrices finales de l'ABE sur l'application du test de capital du groupe**

N° 64

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROCÉDURE COLLECTIVE

## [Déclaration de créances en procédure collective : présomption de représentation du créancier et possibilité de relevé de forclusion](#)

N° 65

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

## [Défaillances d'entreprises en mars 2024](#)

N° 66

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CLIMAT

## [Inaction climatique : condamnation de la Suisse par la CEDH, qui rejette des recours contre la France et le Portugal](#)

N° 67

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIRECTIVE CSRD

## [Directive CSRD : les députés européens entérinent le report de normes de durabilité pour certaines entreprises](#)

N° 68

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

## [Mise à disposition d'un guide pour sécuriser les opérations de parrainage et de mécénat des entreprises](#)

N° 69

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DURABILITÉ

## [Devoir de vigilance des entreprises : le Parlement européen adopte la nouvelle directive !](#)

N° 70

[Consulter le PDF](#)

### Trois questions à...



SOCIÉTÉ

## [Professions libérales réglementées](#)

N° 1

[Consulter le PDF](#)

### Étude



SOCIÉTÉ

## [AG annuelle 2024](#)

N° 6 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

### Chronique



FISCALITÉ

## Organismes à but non lucratif : régime juridique, fiscalité et comptabilité

N° 3 - Par Fabrice COLLARD , Jean-François HAMELIN et Jean-Jacques LUBIN

[Consulter le PDF](#)

### Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DROITS SOCIAUX

## Que doit faire l'évaluateur de droits sociaux en cas de difficulté d'interprétation ?

N° 60 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | BAIL RURAL

## Gare à la rédaction des clauses relatives à l'apport en société !

N° 61 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | SCI

## Gérant de SCI « castor » : pas de barrage à la garantie des vices cachés

N° 62 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

## De la constitutionnalité de l'absence de droit de retrait

N° 63 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

## Rémunération du directeur général de SA : pas d'augmentation sans décision du conseil d'administration

N° 64 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

## SARL - Objet social, clause limitative et pouvoir du gérant de céder le fonds

N° 65 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | FUSION

## Fusion - Rémunération

N° 66 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | DROITS DE VOTE

## Droits de vote multiples : l'attractivité financière sans garde-fous ?

N° 67 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

## Exécution du plan de redressement

N° 68 - Par Jean-Pierre LEGROS , Anne BOUGNOUX , Arthur COLLET et Emilie FLORENTIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | LIQUIDATION JUDICIAIRE

## Poursuites vaines et préalables de la société

N° 69 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | DÉLIT D'ENTRAVE

## **Entrave aux fonctions de commissaire aux comptes**

N° 70 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | PACTE DUTREIL

## **Abattement de 75 % pour la détermination de l'assiette de droits de mutation de parts et actions transmises : mise en oeuvre d'un « engagement réputé acquis »**

N° 71 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SARL

## **Appréciation des conditions de forme de l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés d'une SARL ayant un associé unique personne physique**

N° 72 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

# Journal du Droit international Clunet, n° 2 du 01 avril 2024

---

## Sommaire du numéro

### Doctrine

#### CONTRAT

**Un impensé de l'internationalisation volontaire du contrat par le choix de loi : du jeu des conventions de droit matériel uniforme**

N° 4 - Par Gustavo CERQUEIRA

[Consulter le PDF](#)

#### DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

**Repenser l'intérêt à agir du contentieux climatique à l'aune d'un préjudice global (approche de droit international public)**

N° 5 - Par Joseph REEVES

[Consulter le PDF](#)

#### PAQUET DIGITAL

**Data Act : une loi pour mieux distribuer la manne des données**

N° 6 - Par Romain PERRAY

[Consulter le PDF](#)

### Variétés

#### DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

**Les dispositions sur le trust du projet de Code de droit international privé à la lumière de la convention de La Haye du 1er juillet 1985**

N° 3 - Par Pierre FINI

[Consulter le PDF](#)

### Commentaires

#### FRANCE | VOIES D'EXÉCUTION

**Paralysie des voies d'exécution par le gel européen des avoirs**

N° 8 - Par Étienne FARNOUX

[Consulter le PDF](#)

#### FRANCE | IMMUNITÉ

**L'office du juge de l'exequatur confronté à la « terrorism exception » dans le contexte de l'immunité de juridiction**

N° 9 - Par Ioannis PREZAS

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | ARBITRAGE INTERNATIONAL

[À propos de l'opiniâtreté du Conseil d'État quant à l'inarbitrabilité des différends contractuels internationaux intéressant les personnes publiques françaises - Déconstruction et perspectives](#)

N° 10 - Par Mehdi LAHOUZI

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | ARBITRAGE INTERNATIONAL

[Refus d'exequatur d'un jugement étranger pour fraude à une sentence arbitrale et ouverture d'une voie de contrôle incident des sentences](#)

N° 11 - Par Philippine BLAJAN

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | CONFLIT DE LOIS

[La prévalence d'un accord bilatéral sur le règlement Successions](#)

N° 12 - Par Carine BRIÈRE

[Consulter le PDF](#)

FRANCE | CONFLIT DE LOIS

[Autorité de chose jugée et devoir de concentration dans le système Bruxelles I](#)

N° 13 - Par Maxime BARBA

[Consulter le PDF](#)

## Chroniques

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

[Cour de justice de Tribunal et l'Union européenne](#)

N° 3 - Par Delphine DERO-BUGNY , Muriel CHAGNY et Cyril NOURISSAT

[Consulter le PDF](#)

COOPÉRATION JUDICIAIRE INTERNATIONALE

[Chronique de coopération judiciaire internationale 2023-2024](#)

N° 4 - Par Kamalia MEHTIYEVA

[Consulter le PDF](#)

## Bibliographie

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | CONVENTION INTERNATIONALE

[Vente internationale de marchandises \(conventions de Vienne et de New York Contrat-Préscription\)](#)

N° 3 - Par Jean-Michel JACQUET

[Consulter le PDF](#)

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL

[Animals in international law](#)

N° 4 - Par Fabien MARCHADIER

[Consulter le PDF](#)

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | UNION EUROPÉENNE

[Un système de droit international privé de l'Union européenne ? Bilan et perspectives de 20 ans de coopération judiciaire en matière civile](#)

N° 5 - Par Hélène GAUDEMET-TALLON

[Consulter le PDF](#)

## Arbitrage commercial international - une approche comparative

N° 6 - Par Giuditta CORDERO-MOSS

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 18 du 02 mai 2024

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### CORRUPTION

### 3 QUESTIONS - Comment sécuriser les opérations de parrainage et de mécénat ?

N° 378 - Par Fleur JOURDAN

[Consulter le PDF](#)

#### ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

### L'exécutif veut « déstigmatiser l'échec entrepreneurial » et faciliter le rebond des entrepreneurs en difficulté

N° 379

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Revue Actes pratiques et Ingénierie sociétaire

N° 380

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Revue Communication Commerce électronique

N° 381

[Consulter le PDF](#)

#### DONNÉES CHIFFRÉES

### Transactions Franco-Allemandes : le marché français du M & A en net repli en 2023, tendance inverse pour l'Allemagne

N° 382

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

#### AFFAIRES | CONTRAT

### Accord du cédé : condition de d'opposabilité de la cession de contrat

N° 383

[Consulter le PDF](#)

#### AFFAIRES | CONTRAT

### Absence de cumul des intérêts moratoires contractuels avec les intérêts légaux de

[retard](#)

N° 384

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

[Infractions au droit de la concurrence de l'Union : précisions de la CJUE quant au délai de prescription des actions en réparation](#)

N° 385

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

[La CEPC se prononce sur l'application de l'interdiction de revente à perte aux produits « imparfaits »](#)

N° 386

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

[Fabricants interdisant à leurs distributeurs agréés de vendre les produits de leur marque sur des places de marché en ligne : pratique légale ?](#)

N° 387

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[La loi DDADUE 2024 est publiée](#)

N° 388

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Devoir de vigilance des entreprises : le Parlement européen adopte la nouvelle directive](#)

N° 389

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

[Entrée en vigueur le 1er mai des nouvelles dispositions relatives aux données essentielles des marchés publics et des contrats de concession](#)

N° 390

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

[L'accord transactionnel conclu devant le bureau de conciliation peut inclure les obligations réciproques des parties au titre d'une clause de non-concurrence](#)

N° 391

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Droit d'option du salarié en cas de rupture nulle du contrat de travail : réintégration ou indemnisation, mais pas les deux](#)

N° 392

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Temps partiel modulé : l'invalidation de l'accord collectif n'entraîne pas la requalification automatique du contrat de travail](#)

N° 393

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Non-respect des durées raisonnables de travail et des repos dans la convention des](#)

## avocats salariés et office du juge en cas de charte des bonnes pratiques

N° 394

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## La compétitivité peut justifier le licenciement économique d'un salarié protégé employé par une association à but non lucratif

N° 395

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## Contestation du licenciement pour inaptitude et invocabilité d'un manquement de l'employeur à son obligation de sécurité

N° 396

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## Contrats de mission requalifiés en CDI : délai de prescription pour licenciement et indemnité compensatrice de préavis

N° 397

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

## Une option pour l'application du barème de l'IR décidément irrévocable

N° 398

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

## Emprunt à une société liée : quels intérêts déductibles ?

N° 399

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## Garantie de passif : pas d'extension de la solidarité passive des cédants au profit de l'acquéreur minoritaire

N° 1124 - Par Sandrine TISSEYRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## Fusion et formalités de la loi du 15 juin 1976

N° 1125 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE

## Le gérant nommé sur la base d'un faux et la publicité qui répare

N° 1126 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

## L'action en concurrence déloyale pour non-respect d'une règle de compliance : un tigre de papier ?

N° 1127 - Par Thibault GUILLEMIN et Jan-Baudouin LALLEMAND

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## Usages

N° 1128

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CESSION DE CRÉANCE

### Obligation pour le cessionnaire de produire le bordereau Dailly

N° 1129 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

### Le retrait litigieux exercé par la caution, défendeur à l'instance, à l'occasion de la cession d'un bloc de créances, peut prospérer

N° 1130 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

### Les avatars de la procédure sur mémoire

N° 1131 - Par Philippe-Hubert BRAULT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

### Vers une consécration de la cession de droits implicite ?

N° 1132 - Par Jonathan ELKAIM

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

### Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1133 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

### Modalités de restitution de la TVA facturée à tort par un fournisseur

N° 1134 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)

# Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 2 du 15 avril 2024

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial

SLAPP

#### La protection en question (suite et non fin)

N° 43 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

FOCUS | DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

#### Directive européenne sur le devoir de vigilance

N° 44 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

#### Signature d'une CJIP par trois entreprises du BTP à la suite d'une enquête pour corruption d'agents publics

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

#### Présentation du rapport relatif à la future loi de simplification de la vie économique

N° 46

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT

#### Publication d'un rapport faisant un bilan concernant l'index égalité professionnelle

N° 47

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CLASSEMENT ETHISPHERE

#### Quatre entreprises françaises parmi les 136 entreprises les plus éthiques du dernier classement Ethisphere

N° 48

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

#### Bilan de l'AFA dressé par sa directrice

N° 49

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTUDE SUR LE NOMBRE D'ATTEINTES À LA PROBITÉ

## [Publication d'une nouvelle étude sur le nombre d'atteintes à la probité enregistrées en 2023](#)

N° 50

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

## [Publication par l'AFA de son guide pratique sur les opérations de parrainage et de mécénat](#)

N° 51

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

## [Les Émirats arabes unis bientôt retirés de la liste des pays à haut risque en matière de blanchiment](#)

N° 52

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ADOPTION

## [Adoption d'une directive harmonisant la pénalisation des sanctions européennes par les États membres](#)

N° 53

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROPOSITION

## [Proposition par la Commission des affaires politiques du Conseil de l'Europe de reconstruction de l'Ukraine avec les avoirs russes saisis](#)

N° 54

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAQUET DE SANCTIONS

## [Adoption d'un 13e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie](#)

N° 55

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

## [Adoption par le Conseil de l'Union européenne d'une proposition de directive relative aux pratiques commerciales trompeuses](#)

N° 56

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANCTIONS

## [Entrée en vigueur prochaine des sanctions en matière de non réexportation vers la Russie](#)

N° 57

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## [Australie : nouvelle législation adoptée par le Sénat contre la corruption à l'étranger](#)

N° 58

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BRÉSIL

## [Brésil : ouverture d'une enquête contre Transparency International par la Cour suprême brésilienne](#)

N° 59

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DJO

[États-Unis/Royaume-Uni : mise en place à venir par le DJO et le SFO de nouveaux programmes de rémunération des lanceurs d'alerte](#)

N° 60

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

[États-Unis : adoption de nouvelles sanctions contre la Russie à la suite du décès d'Alexey Navalny](#)

N° 61

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

[États-Unis : bilan des sanctions pour corruption imposées par les autorités américaines en 2023](#)

N° 62

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

[États-Unis : Boeing sanctionné pour des violations à l'exportation](#)

N° 63

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

[Monde : publication par Transparency International de son indice de perception de la corruption 2023](#)

N° 64

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

[Suisse : mise en oeuvre de certaines mesures du 12e paquet de sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie](#)

N° 65

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

[Suisse : selon une étude de l'ONG TI Suisse, un tiers des entreprises suisses verseraient des pots-de-vin à l'étranger](#)

N° 66 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

[Plan de vigilance - Ajout des risques liés à la déforestation](#)

N° 67

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

[Devoir de vigilance - 1res audiences devant la chambre spécialisée de la cour d'appel de Paris](#)

N° 68

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[AMF - Guide pédagogique à destination des entreprises pour rendre compte de leur plan de transition climatique](#)

N° 69

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

## Reporting extra-financier - Report des normes sectorielles et pour les pays tiers

N° 70

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## Salaire vital - Adoption d'un accord par l'Organisation internationale du travail

N° 71 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

### Chronique

SANCTIONS ET CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

## Developments in EU Sanctions & Export Controls

N° 72 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ , Nicolas BURNICHON et Anita MAKLAKOVA

[Consulter le PDF](#)

### Études

GESTION DES RISQUES

## La gestion du risque juridique dans les zones de conflit

N° 73 - Par Cecilia PECHMEZE et Salomé LEMASSON

[Consulter le PDF](#)

PROGRAMME DE CONFORMITÉ

## La compliance au coeur de l'affaire Binance

N° 74 - Par Blanche BALIAN

[Consulter le PDF](#)

ANTICORRUPTION

## US DOJ's Newest Tool in the Fight Against Corruption: FEPA

N° 75 - Par Kathleen MCGOVERN et Tamara ROZINA

[Consulter le PDF](#)

### Commentaires

DEVOIR DE VIGILANCE

## Devoir de vigilance et les premières décisions judiciaires de procédure : l'obligation de dialogue imposée par les juges aux parties n'est pas une idée tombée du ciel !

N° 76 - Par Dr. Reagan INTOLE

[Consulter le PDF](#)

GREENWASHING

## Face au greenwashing, l'UE trace les lignes d'une communication commerciale loyale

N° 77 - Par Eric RUSSO et Sophie DE SEVIN

[Consulter le PDF](#)

### Cahiers pratiques

MAROC

## Obligations des sociétés marocaines en matière de Compliance : état du droit positif marocain et impacts de la réglementation française en la matière

N° 78 - Par Chloé JOACHIM DE LARIVIÈRE , Sophie SCEMLA , Constance HOLMAN et Diane PAILLOT DE MONTABERT

[Consulter le PDF](#)

## À la une

### L'incidence inquiétante de l'arrêt du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> mars 2024 sur la présomption d'innocence et le secret du conseil en contestation de perquisition

note par Vincent NIORÉ sous CE, 1<sup>er</sup> mars 2024

*Le Conseil d'État a rejeté les requêtes des institutions représentatives des avocats aux fins d'annulation de la circulaire du 28 février 2022 qui portait notamment atteinte, selon elles, au « principe d'indivisibilité » du secret professionnel.*



© cepрей тараныха\_AdobeStock

## Actualité

### Mieux valoriser les fonctions civiles des magistrats : le plan d'action de l'ENM

focus

## Doctrine

### « Jeux d'enfants » ou de la lutte contre le harcèlement scolaire

étude par Eudoxie GALLARDO

## Jurisprudence

### L'avocat peut-il être à ne pas défendre ?

note par Julien BROCHOT sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 avr. 2024

## Gazette Spécialisée

### DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- **Élodie MULON**

*Avocate au barreau de Paris, associée, Chauveau Mulon & Associés*

- **Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES**

*Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés*

- **Guillaume BARBE**

*Avocat au barreau de Paris, associé, IVOIRE*

AVEC LA PARTICIPATION DE

Camille ANGER, Charlotte BLANCHE, Marion BONNET, Margot BOUHNİK, Alice BOUISSOU, Laura BRESSON, Mélanie COURMONT-JAMET, Mentine DELATTRE, Roxane DESURMONT, Priscillia FERNANDES, Loraine FIRDION, Marion GALVEZ, Clémentine GLORIA, Pauline GOURDON, Laurence JANER, Romane LEMAITRE, Maëlys LOKOTO, Raluca LOLEV, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Natacha OSMAN, Morghân PELTIER, Margaux PFISTER, Pierre ROHFRITSCH, Anne SANNIER, Jennifer TERVIL, Clothilde TORCHY, Liv VILARA et Agathe WEHBÉ



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

Responsable scientifique :

Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL462w3 ■ Mieux valoriser les fonctions civiles des magistrats : le plan d'action de l'ENM 3
- GPL462y8 ■ À Lille, avocats et magistrats jugent le futur tribunal judiciaire inadapté à leur quotidien 4
- GPL462w9 ■ Le barreau de Lyon se met au vert 6

## Technique

- GPL462x3 ■ Réflexions sur certains aspects de la sous-location dans le bail commercial étude par Jean-Marc NOYER 7

## Doctrine

- GPL461s5 ■ « Jeux d'enfants » ou de la lutte contre le harcèlement scolaire étude par Eudoxie GALLARDO 10

## Jurisprudence

- GPL462i4 ■ L'incidence inquiétante de l'arrêt du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> mars 2024 sur la présomption d'innocence et le secret du conseil en contestation de perquisition note par Vincent NIORÉ sous CE, 1<sup>er</sup> mars 2024 14
- GPL462t5 ■ L'avocat peut-il être à ne pas défendre ? note par Julien BROCHOT sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 avr. 2024 19
- GPL462l2 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 23
- GPL462m7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26
- GPL462h4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 29
- GPL462k7 ■ Chronique de jurisprudence de droit des contrats par Dimitri HOUTCIEFF <https://lext.so/GPL462k7>  30

## Aux marches du Palais

### Portrait

- GPL462x2 ■ Jamellah Bali, bâtonnière du barreau de l'Eure 30

## Gazette Spécialisée

### DROIT DE LA FAMILLE

Sous la responsabilité scientifique de

Élodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE

31